

Certes les préconisations à l'issue du rapport s'inscrivent toujours dans une logique libérale de réduction de la place de l'Etat dans la société, mais il faut se demander pourquoi elle insiste tant sur une « transformation à accélérer ».

La lecture du bilan de la fusion apporte un éclairage inattendu sur les raisons qui amènent à cette conclusion. : « un climat social peu porteur ». (p. 85)

Finalement, si la DGFIP, qui a perdu quand même 20000 emplois, existe encore 10 ans après avec le même périmètre de missions, c'est parce qu'elle « n'a pas bénéficié d'un mandat politique clair pour engager les réformes d'ampleur. La mise en œuvre de changements d'envergure, susceptibles de donner lieu à un durcissement du climat social, aurait probablement supposé un soutien clair des autorités ministérielles de tutelle à la direction générale ».

La Cour ajoute que l'objectif affiché était la réussite de la fusion « ... il paraît s'être limité à la réduction des effectifs tout en évitant un conflit social d'ampleur ».

Doit-on en conclure que la résistance des agents aidés des organisations syndicales de la DGFIP a permis de limiter les dégâts ?

La CGT FINANCES PUBLIQUES ne minimise pas les désastres dans nos services depuis la fusion. Ce constat est d'ailleurs partagé par la Cour lorsqu'elle qualifie la DGFIP de « modèle d'organisation peu lisible » et relaye « les organisations syndicales [qui] se font l'écho du désarroi des agents ne parvenant plus à s'y retrouver... » (p 69).

Pour autant, le message subliminal que l'on peut tirer de ce rapport est que sans les combats que nous avons menés à chaque étape, la situation serait encore bien pire.

La suite dans le document joint...

fichiers:



[Télécharger autre_lecture_rapport_cour_des_comptes_2018.pdf](#) (801.1 Ko)

Public: [Missions](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
